

MEDEF Actu-Eco - n° 313

Direction des études économiques

Semaine du 29 janvier au 02 février 2018



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Défaillances d'entreprises en novembre 2017** : 54 302 en cumul sur douze mois (-7,8% sur un an), plus bas niveau depuis octobre 2008
2. **Demandeurs d'emploi en décembre 2017** : 3 451 400 en catégorie A (-2 700 sur un mois et -16 800 sur l'ensemble de l'année) et 5 612 300 en catégorie A, B et C ; durée moyenne d'inscription à Pôle emploi à 595 jours (plus haut historique)
3. **Croissance du PIB au quatrième trimestre 2017** : dynamique d'activité confirmée, soutenue par la demande intérieure et le rebond du commerce extérieur
4. **Climat des affaires en janvier 2018** : léger fléchissement de l'indicateur général toujours proche de son plus haut depuis janvier 2008, climat dans l'industrie manufacturière à un plus haut de 17 ans
5. **Confiance des ménages en janvier 2018** : indicateur général globalement stable à un niveau élevé, baisse des craintes sur le chômage

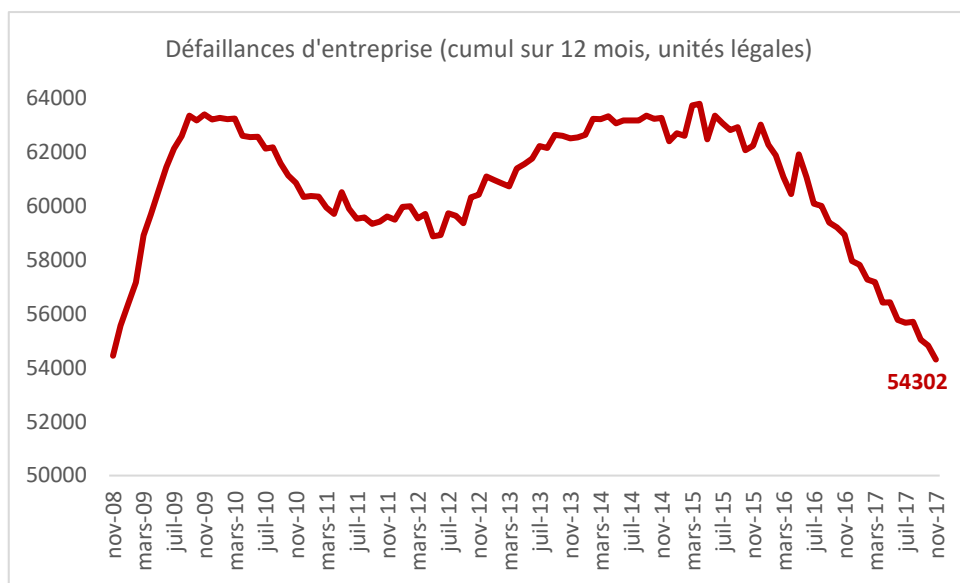
INTERNATIONAL

6. **Climat des affaires allemand en janvier 2018** : indicateur historiquement haut sur la situation actuelle, perspectives à six mois légèrement dégradées
7. **Tendance récente des marchés** : remontée des taux souverains allemand et français, appréciation de l'euro au plus haut depuis la mi-décembre 2014, accalmie sur les marchés actions, pétrole proche des 70 dollars

1. Défaillances d'entreprises en novembre 2017 : 54 302 en cumul sur douze mois (-7,8 % sur un an), plus bas niveau depuis octobre 2008

* Selon les estimations de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se seraient établies à 54 302 unités légales en novembre 2017**, en cumul sur un an. Il s'agit de leur plus bas niveau depuis octobre 2008. **Elles**

s'inscriraient en repli de -7,8% par rapport à novembre 2016 (toujours en cumul sur douze mois), rythme de baisse légèrement supérieur à celui du mois précédent (-7,4%). Il s'agit du **vingtième troisième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** auraient reculé de -7,9% entre novembre 2016 et novembre 2017 (cumul sur douze mois). La baisse la plus forte aurait concerné les *moyennes entreprises* (-15,4%) qui ne constituent que 0,5% du total des défaillances. Les défaillances des *très petites entreprises* (3,0% du total des défaillances) se seraient également repliées (-7,0%). En revanche, les

défaillances des *petites entreprises* auraient augmenté (+4,5%). **Les défaillances des microentreprises qui représentent 94,8% du total des défaillances, auraient reculé de -8,0% sur un an.**

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** auraient augmenté de +53,6% en novembre, tout en ne représentant que 0,1% du total.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	Octobre 2017	Novembre 2017	Nov 17 / Nov 16 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	54 776	54 259	-7,9	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	51 873	51 394	-8,0	94,6
Très petites entreprises	1 729	1 705	-7,0	3,1
Petites entreprises	884	880	+4,5	1,6
Moyennes entreprises	290	280	-15,4	0,5
ETI et Grandes entreprises	42	43	+53,6	0,1
Total	54 818	54 302	-7,8	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouverait dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+2,1% sur un an). L'ampleur du recul serait très variable : -18,4% dans les activités immobilières ; -13,7% dans la

construction (plus d'une défaillance sur cinq) ; - 9,8% dans le secteur du soutien aux entreprises ; -8,7% dans les activités financières et d'assurance ; - 7,4% dans l'hébergement-restauration.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur 12 mois)

<i>Unités légales</i>	Octobre 2017	Novembre 2017	Nov 17 / Nov 16 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 490	1 477	+2,1	2,7
Industrie	3 958	3 911	-4,3	7,2
Construction	12 245	12 092	-13,7	22,3
Commerce et réparation automobile	12 044	11 978	-5,4	22,1
Transports et entreposage	1 798	1 772	-1,2	3,3
Hébergement et restauration	7 298	7 294	-7,4	13,4
Information et communication	1 381	1 370	-2,7	2,5
Activités financières et d'assurance	1 085	1 061	-8,7	2,0
Activités immobilières	1 814	1 762	-18,4	3,2
Soutien aux entreprises	5 762	5 712	-9,8	10,5
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 432	5 376	-3,4	9,9
Total	54 818	54 302	-7,8	100

Source : Banque de France

2. Demandeurs d'emploi en décembre 2017 : 3 451 400 en catégorie A (- 2 700 sur un mois et -16 800 sur l'ensemble de l'année) et 5 612 300 en catégories A, B et C ; durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi à 595 jours (plus haut historique)

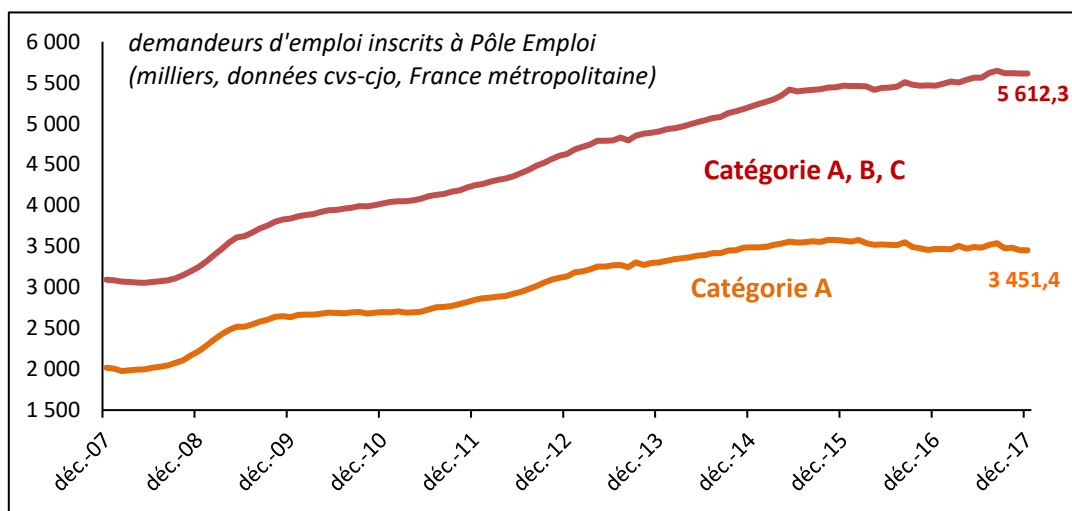
* **Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) en France métropolitaine a de nouveau diminué, au mois le mois, en décembre 2017 (-2 700 après déjà -29 500 en novembre). Il s'établit désormais à 3 451 400 personnes.**

Cette baisse des demandeurs d'emploi a concerné essentiellement les demandeurs hommes (- 0,4%) tandis que le nombre de demandeurs femmes a légèrement augmenté (+0,2%). S'agissant des tranches d'âge, le nombre de demandeurs âgés de moins de 25 ans a progressé (+1,3%), contrairement à ceux âgés entre 25 et 49 ans (- 0,4%) et ceux de plus de 50 ans (-0,1%).

Le nombre total des demandeurs d'emploi – catégories A, B et C (demandeurs en activité réduite) – est resté quasi stable à 5 612 000 personnes (après la baisse de -4 600 en novembre).

* **Pour la France entière** (métropole et DOM), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A a diminué de -2 700 personnes (3 709 500). Pour l'ensemble des catégories A, B et C il a augmenté de +1 400 (5 920 600).

* **Au total sur l'ensemble de l'année 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A (France métropolitaine) a diminué de -16 800**, soit un rythme moins rapide qu'en 2016 (-90 100). En revanche, **il a augmenté de +125 900 en catégorie A, B et C**



Source : Dares

* **Au quatrième trimestre 2017**, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine a diminué de **-24 200 personnes** (- 3 600 pour l'ensemble des catégories A, B et C).

Par région, le nombre de demandeurs en **catégorie A en France métropolitaine** (toujours au quatrième trimestre) a diminué partout sauf en Corse (+2,9%). Les baisses enregistrées sont allées de -0,2% dans les Hauts-de-France à -1,1% en Auvergne-Rhône Alpes, - 1,3% en Bourgogne-Franche-Comté et -2,2% dans la région Grand-Est. Deux régions ont connu une stabilité du nombre de demandeurs d'emploi (Nouvelle-Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

S'agissant du nombre des demandeurs en **catégories A, B et C, la situation est plus contrastée** : hausse dans quatre régions, stabilité dans deux régions et baisse dans sept régions.

Les **départements et régions d'Outre-mer** ont tous enregistré une diminution du nombre des demandeurs de catégorie A à l'exception de la Guyane (+0,9%). Dès lors que l'on se concentre sur les catégories A, B et C, tous ont en revanche enregistré une hausse du nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre.

* **Entre décembre 2016 et décembre 2017, le nombre de demandeurs de la catégorie A en France métropolitaine a diminué de -15 700 personnes, soit -0,5%** (+148 500 pour l'ensemble des catégories A, B et C). Cette évolution sur un an recouvre une baisse de

-2,6% chez les hommes et un accroissement de +1,8% chez les femmes ; un recul de -3,5% chez les moins de 25 ans et de -0,6% chez les 25-49 ans et une hausse de +1,6% chez les 50 ans et plus.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en décembre 2017 (France métropolitaine)

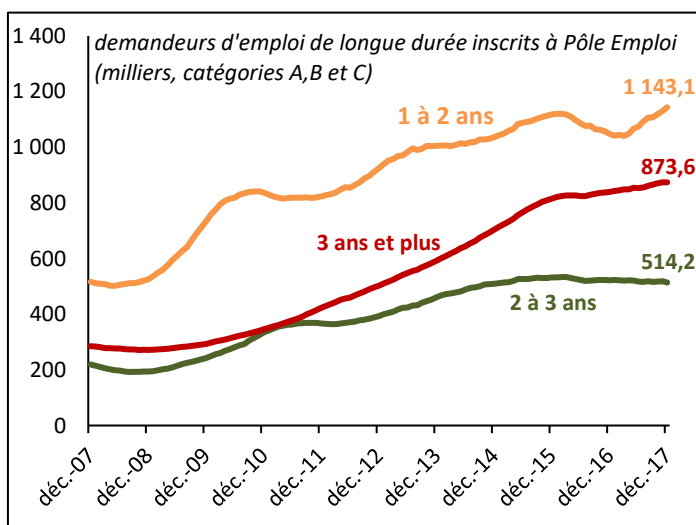
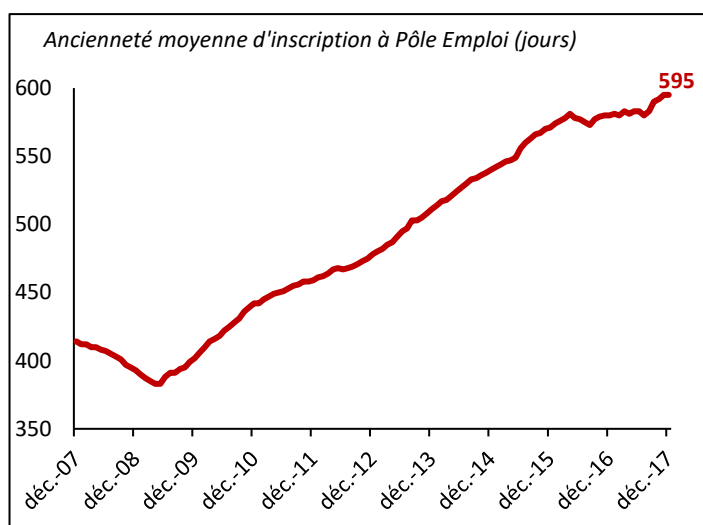
	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1760,6	-6,2	-0,4	-46,3	-2,6
Femmes	1690,8	+3,5	+0,2	+30,6	+1,8
Moins 25 ans	460,8	+6,0	+1,3	-16,7	-3,5
25 à 49 ans	2070,3	-7,4	-0,4	-13,5	-0,6
50 ans ou plus	920,3	-1,3	-0,1	+14,5	+1,6
Ensemble	3451,4	-2,7	-0,1	-15,7	-0,5

Source : Dares

* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C est restée stable en décembre 2017 à **595 jours**, son **plus haut niveau historique**.

* En décembre 2017, le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (supérieure à un an)** a augmenté de +9 100 sur un mois, pour atteindre **2 530 900 personnes** et de +122 700 sur un an. Ils représentent **45,1% des demandeurs toutes catégories confondues en France métropolitaine**.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis **1 à 2 ans** a augmenté de +13 100 personnes (+95 400 sur un an) tandis que pour ceux inscrits depuis **2 à 3 ans** il a diminué de -4 200 personnes (baisse sur un an de -7 200). Le nombre de ceux inscrits depuis **3 ans ou plus** est resté quasi stable sur un mois (+34 500 sur un an) pour représenter **873 600 personnes** (34,5% des chômeurs de longue durée), contre 839 100 un an plus tôt.



Source : Dares

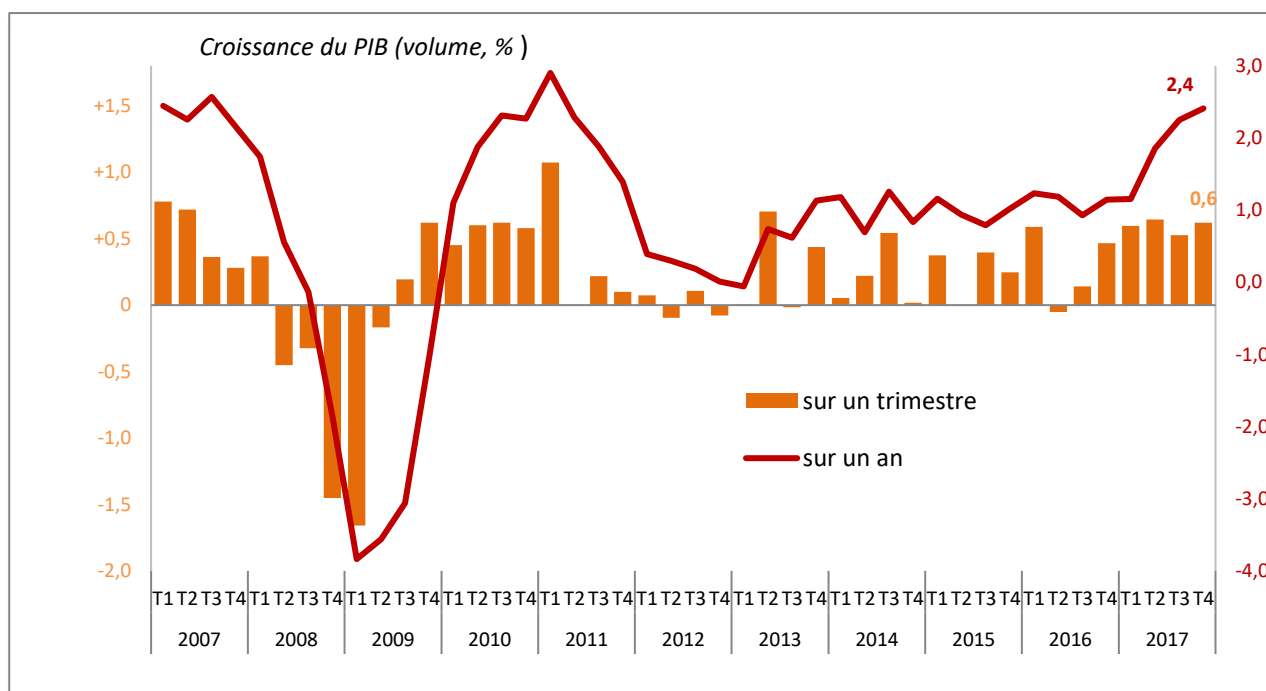
3. Croissance du PIB au quatrième trimestre 2017 : dynamique d'activité confirmée, soutenue par la demande intérieure et le vif rebond du commerce extérieur

* Selon la *première estimation* de l'INSEE, le **PIB français en volume, mesuré en rythme trimestriel, aurait accéléré au quatrième trimestre 2017 (+0,6%, après +0,5% au trimestre précédent).**

Entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2017, le PIB français aurait enregistré une

croissance de +2,4%, rythme plus atteint depuis le premier trimestre 2011.

Sur l'ensemble de l'exercice 2017, la croissance française s'élèverait à +1,9%, soit proche des niveaux atteints en 2010 et 2011 (respectivement +2,0% et +2,1%).



Source : INSEE

* La croissance du PIB au quatrième trimestre 2017, en rythme trimestriel recouvrerait :

○ En termes de production par branche :

- une **accélération de la production manufacturière** (+1,5% après +0,8% au trimestre précédent) qui s'expliquerait à la fois par le vif rebond de la production dans l'industrie des **biens d'équipement** (+2,5% après -0,8%) mais aussi par une contraction relativement moins marquée de la production dans l'industrie **agro-alimentaire** (-0,1% après -0,8%) et dans celle de la **cokéfaction et raffinage** (-0,9% après +1,2%). La production de **matériels de transport** aurait légèrement ralenti tout en demeurant soutenue (+3,9% après +4,1%) ;

- un **dynamisme croissant dans les services marchands** (+0,9% après +0,7%) qui s'expliquerait par l'accélération observée dans les secteurs de **l'information-communication** (+1,5% après +1,1%), des **services aux entreprises** (+0,8% après +0,5%) et des **services financiers** (+0,9% après +0,6%). La production dans le secteur de **l'hébergement-restauration** aurait en revanche ralenti (+0,9% après +1,3%) ;
- une croissance inchangée de la production dans **la construction** (+0,3%).

○ En termes de composantes de la demande :

- un **ralentissement de la consommation des ménages** (+0,3%, après +0,6% au troisième trimestre) à relier au repli des dépenses en énergie (-0,9% après +1,5%) « *principalement en contre coup des températures inférieures aux normales saisonnières au troisième trimestre* » et au léger fléchissement des achats de biens fabriqués (-0,1% après +1,2%), « *surtout du fait d'un fort ralentissement dans les biens d'équipement et d'un repli dans les autres produits industriels* » ;
- un **ralentissement des dépenses de consommation des administrations publiques** (+0,4% après +0,6%) ;
- une **accélération de l'investissement total** (+1,1% après +0,8%), qui trouverait son origine dans celle de la formation brute de capital fixe en produits

manufacturés (+1,9% après +1,3%), en particulier dans les matériels de transport, et celle en services marchands (+1,5% après +1,0%) notamment en information-communication. En outre, l'investissement en construction aurait progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,4% après +0,5%). Au total, ***l'investissement des entreprises aurait accéléré*** (+1,5% après +1,1%), ***celui des ménages aurait marqué le pas*** (+0,7% après +1,0%) et ***celui des administrations publiques aurait rebondi*** (+0,3% après -0,2%) ;

- une **nette accélération des exportations de biens et services** (+2,6% après +1,1%) du fait des matériels de transport. Dans le même temps, les ***importations auraient ralenti*** (+0,7% après +2,4%) en particulier celles de matériels de transport.

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

%, volume	T1 2017	T2 2017	T3 2017	T4 2017	2016	2017
PIB	+0,6	+0,6	+0,5	+0,6	+1,1	+1,9
Consommation des ménages	+0,1	+0,4	+0,6	+0,3	+2,1	+1,3
Consommation des administrations publiques	+0,3	+0,5	+0,6	+0,4	+1,2	+1,5
Investissement total (FBCF), dont :	+1,6	+1,1	+0,9	+1,1	+2,7	+3,7
<i>entreprises non financières</i>	<i>+2,3</i>	<i>+1,2</i>	<i>+1,1</i>	<i>+1,5</i>	<i>+3,4</i>	<i>+4,3</i>
<i>ménages (logements)</i>	<i>+1,6</i>	<i>+1,3</i>	<i>+1,0</i>	<i>+0,7</i>	<i>+2,4</i>	<i>+5,1</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>-0,6</i>	<i>+0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>+0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,8</i>
Exportations (biens et services)	-0,7	+2,2	+1,1	+2,6	+1,9	+3,5
Importations (biens et services)	+1,0	0,0	+2,4	+0,7	+4,2	+4,3

Source : INSEE

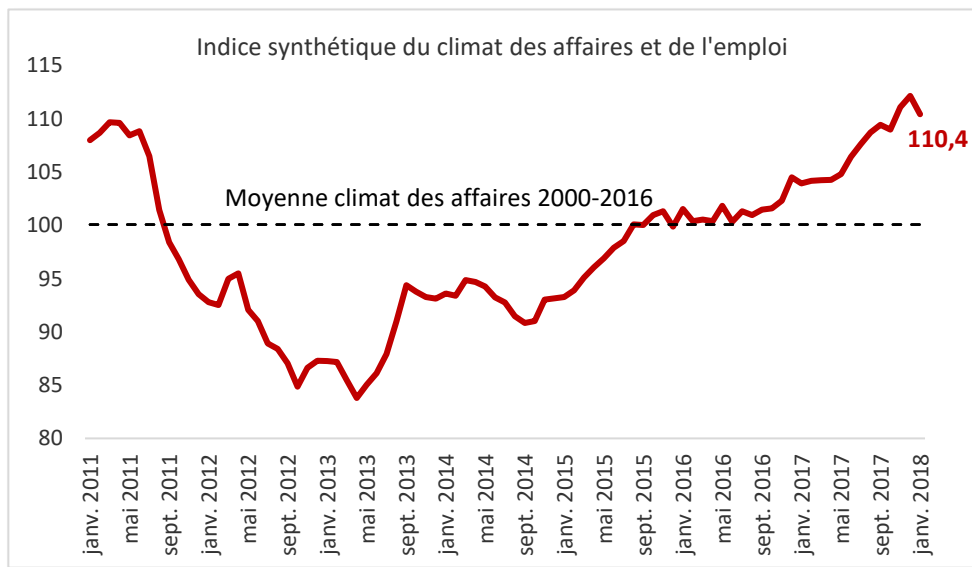
* Au total, ***au quatrième trimestre 2017***, la croissance résulterait d'une ***contribution positive de la demande intérieure finale hors stocks*** (+0,5 point après déjà +0,6 au trimestre précédent) ; la contribution du ***solde extérieur*** (+0,6 point après -0,5) compenserait la contribution négative des variations de stocks (l'effet inverse pouvait être observé au trimestre précédent).

* Sur l'ensemble de l'année 2017, la croissance du PIB aurait été principalement portée par la demande intérieure (contribution positive de 1,9 point) : ***l'investissement des entreprises non financières aurait accéléré*** (+3,7% après +2,7% en 2016) tandis que ***la consommation des ménages aurait ralenti*** (+1,3% après +2,1%). ***Le commerce extérieur resterait en 2017 le talon d'Achille de l'économie française*** : sa contribution à la croissance serait une nouvelle fois négative (-0,4 point après -0,8 en 2016).

4. Climat des affaires en janvier 2018 : léger fléchissement de l'indicateur toujours proche de son plus haut depuis janvier 2008, climat dans l'industrie manufacturière à un plus haut de 17 ans

* Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, **le climat des affaires en France a légèrement fléchi en janvier mais demeure « très favorable »**. L'indice qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a diminué de -1,7 point par rapport à décembre pour s'établir à 110,4. **Le climat des affaires n'a jamais été aussi porteur depuis janvier 2008.**

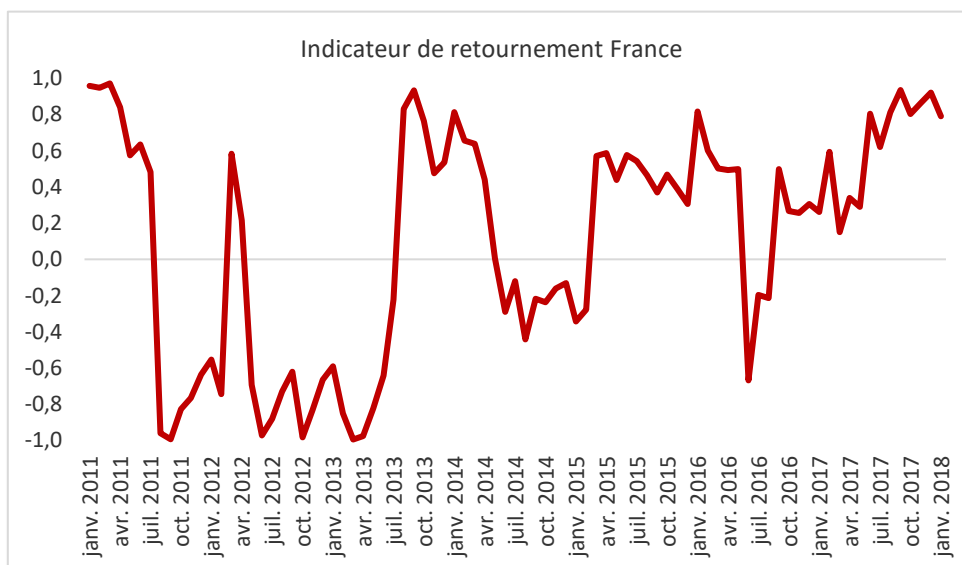
L'indicateur du climat de l'emploi s'est légèrement amélioré pour le deuxième mois consécutif (+0,2 point après +0,4 en décembre), du fait de « la hausse des soldes d'opinion sur les effectifs passés dans le commerce de détail et sur les effectifs prévus dans les services d'intérim ». **Cet indicateur s'établit à un plus haut depuis août 2011.**



Source : INSEE

* **L'indicateur de retournement** pour l'ensemble de l'économie est demeuré dans « la zone indiquant un climat conjoncturel favorable » (0,8 après 0,9 en décembre). Compris entre -1 et +1, cet indicateur

permet d'apprécier le caractère favorable (proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitude (bornes -0,3 et +0,3).



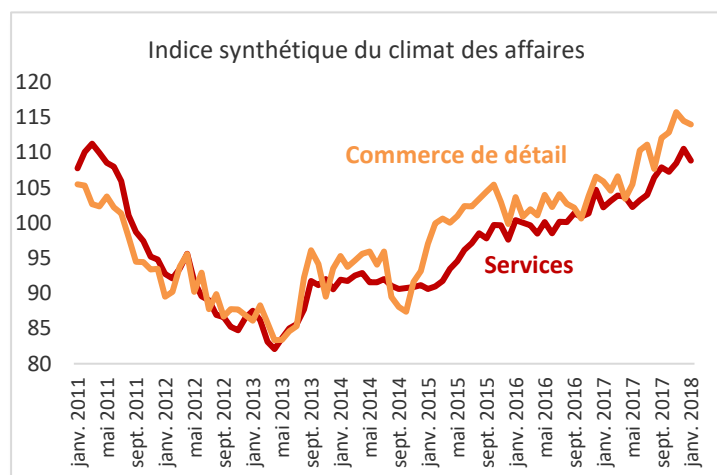
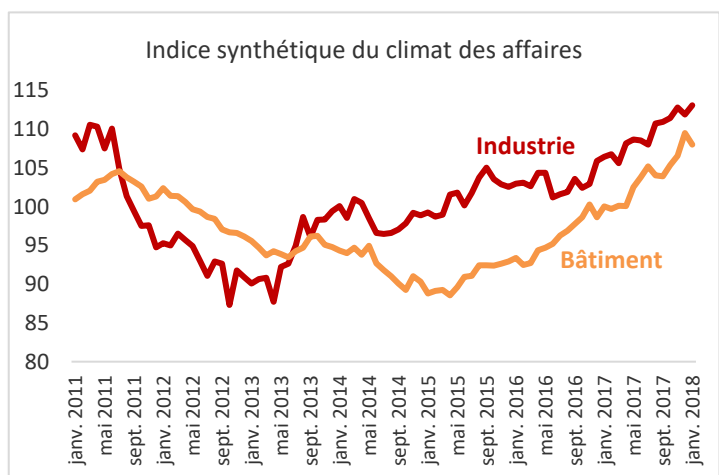
Source : INSEE

* La légère dégradation du climat des affaires en janvier s'explique essentiellement par les secteurs du bâtiment et des services :

- dans **l'industrie du bâtiment**, l'indice du climat des affaires a perdu -1,5 point en raison principalement d'un optimisme moindre des entrepreneurs sur leurs *perspectives personnelles d'activité* (baisse de -8,0 points du solde d'opinion) qui s'accompagne d'une baisse des *effectifs prévus* (repli du solde de - 5,0 points). La perception qu'ils ont de leur *activité passée sur les trois derniers mois* demeure en revanche positive (hausse du solde de +2,0 points qui atteint son plus haut niveau depuis mars 2008) de même que celle qu'ils ont sur les *perspectives générales d'activité* du secteur (solde au plus haut depuis octobre 2000) ;
- l'indice du climat des affaires dans **les services** s'est replié de -1,7 point mais demeure à des niveaux inédits depuis mai 2011. Cette dégradation trouve son origine dans le net repli du solde d'opinion sur l'*activité à venir* (-6,0 points) et dans une moindre mesure sur celle des trois derniers mois (-2,0 points). Par sous-secteurs, le climat s'est détérioré dans le **transport routier de marchandises** (- 3,0 points), dans **l'information-communication** (-2,0 points) et dans les **activités immobilières** (- 6,0 points et indicateur bien en dessous de sa moyenne de long terme) ;

- dans **le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobile**, l'indice du climat des affaires ne s'est que très légèrement replié (- 0,5 point) tout en restant à des niveaux exceptionnellement élevés depuis la mi-2007. La baisse du solde sur les *perspectives générales d'activité du secteur* (-1,0 point) a été compensée par la hausse de celui sur les *ventes passées* et les *ventes prévues* (+1,0 point dans les deux cas).

* **Déjà très élevé dans l'industrie manufacturière, le climat conjoncturel a continué de s'améliorer en janvier 2018**, l'indice synthétique gagnant +1,2 point pour s'établir à **un plus haut depuis janvier 2001**. Cette hausse a été portée par celle de l'opinion des industriels sur leur *production passée* qui a gagné +2,0 points. Les industriels ont également indiqué être de plus en plus optimistes sur les *perspectives générales de production du secteur*, le solde correspondant étant actuellement à son plus haut niveau depuis juillet 2000 (+4,0 points). Enfin, le solde sur les *commandes globales* a augmenté de +3,0 points (au plus haut depuis décembre 2007) et celui sur les *commandes étrangères* de +1,0 point (au plus haut depuis mars 2008). Par sous-secteurs, l'amélioration du climat a été portée par l'industrie **des produits informatiques, électroniques et optiques** (+2,0 points), celle des **machines et équipements** (+4,0 points), celle des **matériels de transports** (+1,0 point) et celle du **textile-habillement-cuir** (+6,0 points).

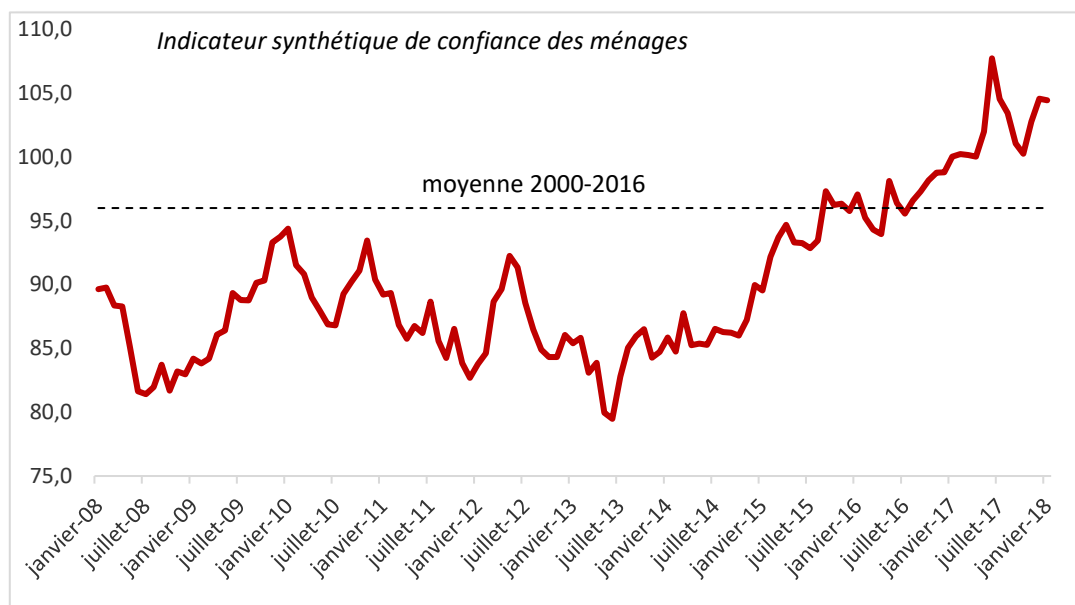


Source : INSEE

5. Confiance des ménages en janvier 2018 : indicateur général globalement stable à un niveau élevé, baisse des craintes sur le chômage

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, **la confiance des ménages est restée stable en janvier 2018 après deux mois consécutifs d'amélioration**. L'indicateur qui la synthétise s'est établi à 104,4 (après 104,6) soit

au-dessus de son niveau moyen de longue période (janvier 1987 – décembre 2016). Pour rappel, **le moral des ménages s'était hissé à son plus haut niveau depuis dix ans en juin dernier**.



Source : INSEE

* S'agissant du « contexte économique », **l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France** est demeurée quasiment inchangée : légère dégradation de l'appréciation du niveau de vie futur (-1,3 point) tandis que celle du niveau de vie passé s'est un peu améliorée (+0,6 point).

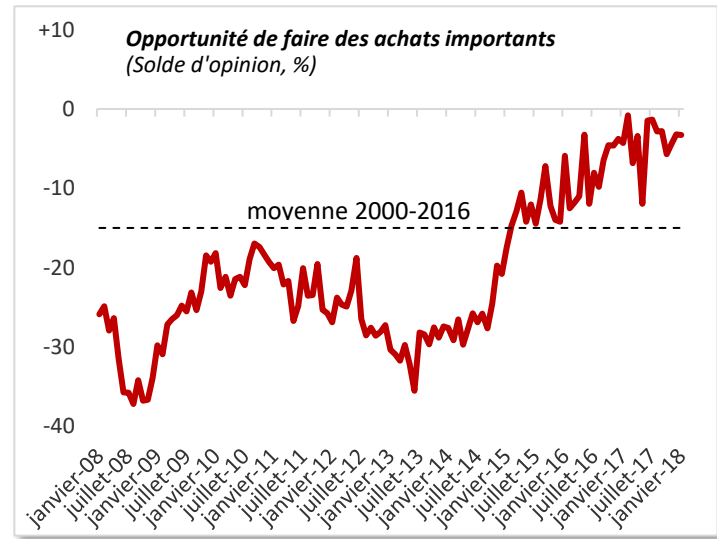
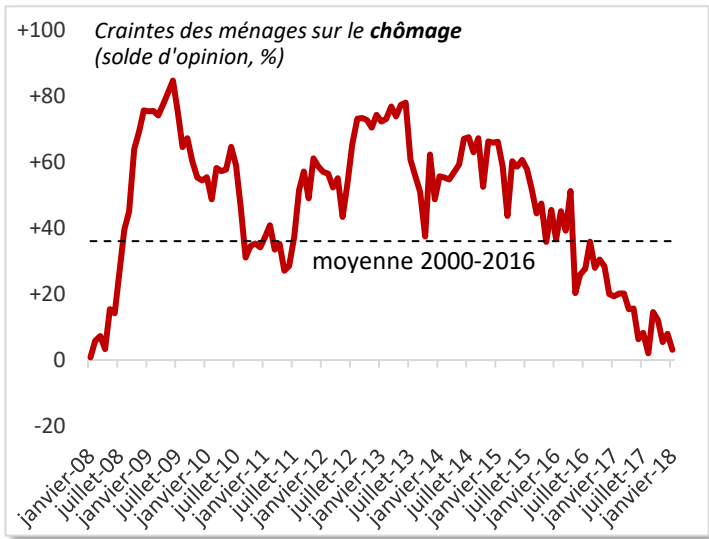
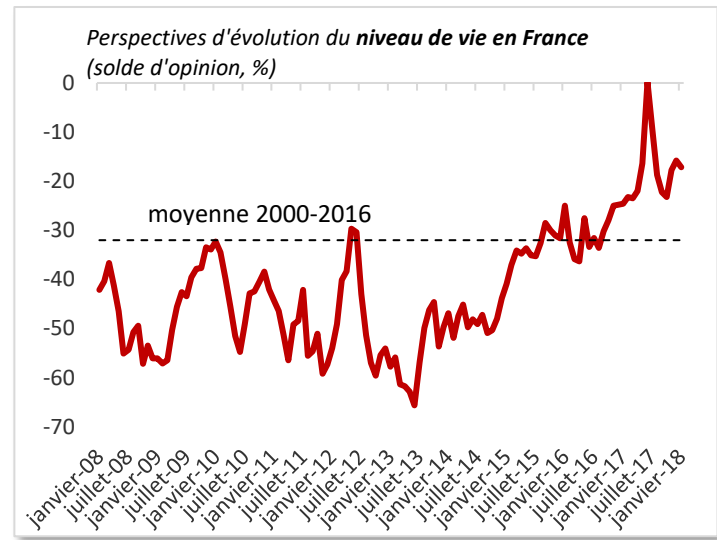
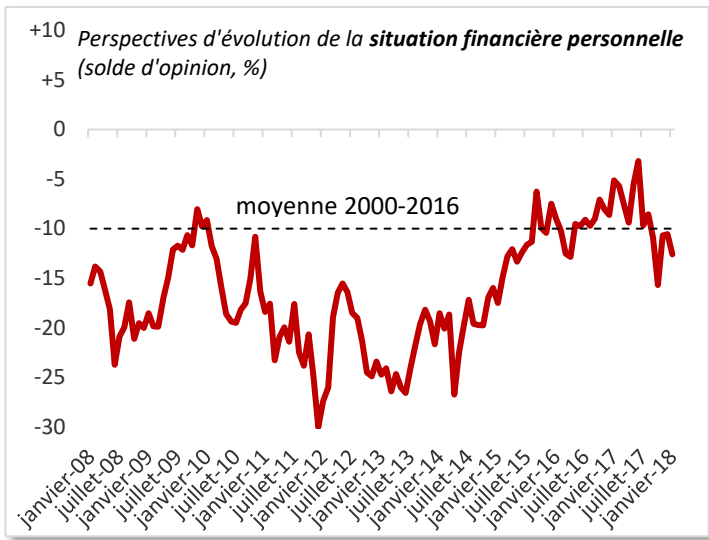
Dans le même temps, leurs « **craintes concernant le chômage** » se sont nettement atténuées (baisse du solde d'opinion correspondant de -4,9 points, qui s'éloigne de plus en plus de sa moyenne de long terme).

Enfin, la proportion des ménages estimant que **les prix** ont augmenté au cours des douze derniers est plus élevée qu'en décembre (+3,9 points). Celle anticipant une hausse des prix au cours des douze prochains mois a également progressé (+16,7 points après -15,9 points au cumulé en novembre et décembre).

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur **situation financière future** s'est dégradée (-2,0 points), le solde d'opinion demeurant ainsi en-deçà de sa moyenne de longue période. La perception qu'ils ont de leur **situation financière passée** s'est en revanche améliorée pour le quatrième mois consécutif (+0,7 point).

La proportion des ménages estimant qu'il est « **opportun de faire des achats importants** » est restée stable. Celle estimant qu'il est « **opportun d'épargner** » a nettement progressé (+3,2 points).

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur **capacité d'épargne actuelle** a augmenté (+1,5 point après -1,5 point en décembre) tandis que celui sur leur **capacité future** s'est replié (-2,1 points) après deux mois de nette hausse (+8,6 points en cumul en novembre et décembre).

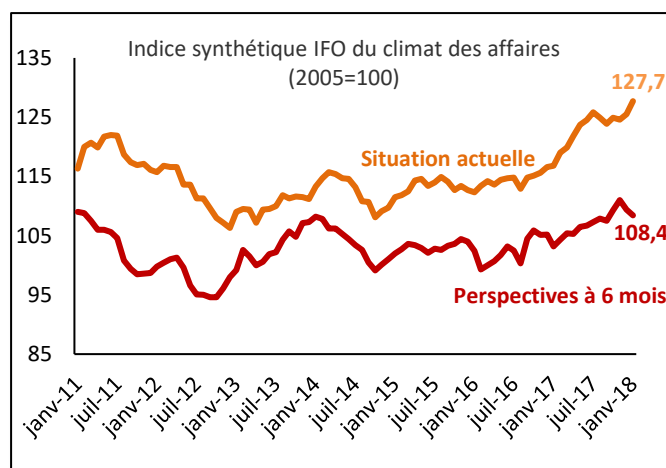
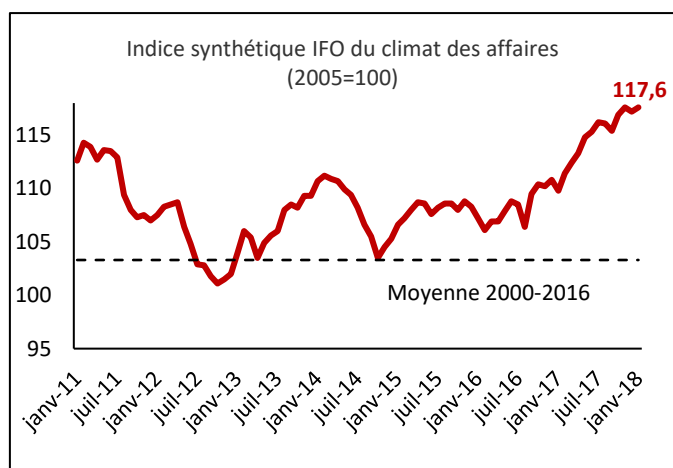


Source : INSEE

6. Climat des affaires allemand en janvier 2018 : indicateur historiquement haut sur la situation actuelle, perspectives à six mois légèrement dégradées

* Le climat des affaires dans la construction, l'industrie et le commerce en Allemagne s'est amélioré en janvier après le repli observé au mois de décembre 2017. L'indicateur synthétique Ifo a en effet progressé de +0,4 point pour s'établir à 117,6, **un record historique**.

Cette amélioration s'explique essentiellement par celle de **la perception des entreprises de leur situation actuelle** (progression de l'indice de +2,2 points à 127,7 soit un record historique). En revanche, **les anticipations d'activité qu'elles formulent à horizon six mois se sont détériorées** pour le deuxième mois consécutif (-1,0 point).



Source : IFO

* **Cette bonne orientation du climat a été principalement portée par le secteur manufacturier** et dans une moindre mesure le commerce de gros, tandis que l'indice de confiance des entreprises s'est replié dans la construction et le commerce de détail :

- **l'indice du climat a gagné +1,4 point dans le secteur manufacturier pour atteindre un nouveau record historique.** Cette progression a été permise par la composante « situation actuelle » de l'indice global qui n'a jamais été aussi haute, tandis que les anticipations d'activité des entreprises à horizon six mois se sont légèrement effritées ;
- **dans le commerce de gros, l'indice a progressé de +0,9 point** sous l'effet conjugué d'une légère amélioration de la perception par les entreprises de leur situation actuelle et de leurs anticipations ;
- **dans la construction, l'indice s'est replié** en raison principalement d'anticipations d'activité fortement dégradées. S'agissant de la perception que les entrepreneurs ont de la situation actuelle, elle est demeurée plutôt positive ;
- **enfin dans le commerce de détail l'indice a reculé (-0,7 point)** en raison d'une appréciation négative

par les détaillants de leur affaires courantes. Leurs perspectives d'activité ont en revanche été mieux orientées qu'en décembre.

*

L'amélioration du climat des affaires en Allemagne suggérée par l'enquête IFO est globalement confirmée par la première estimation des indices PMI de Markit Economics de janvier. Dans le **secteur manufacturier**, l'expansion de l'activité se serait modérée mais demeurerait à un niveau très élevé (PMI à 61,2 après 63,3 en décembre qui marquait alors un plus haut depuis 80 mois). Dans les **services**, le rythme d'expansion aurait accéléré (57,0 après 55,8 en décembre). Selon Markit, « **le secteur privé allemand a réussi à maintenir en ce début d'année sa dynamique de 2017** ». Par ailleurs, indique Markit, « **la légère correction de l'indice PMI manufacturier de janvier ne doit masquer la tendance actuelle de l'économie allemande dont les indicateurs avancés de croissance (en particulier dans l'industrie) sont au plus haut depuis plus de deux décennies** ».

7. Tendance récente des marchés : remontée des taux souverains allemand et français, appréciation de l'euro au plus haut depuis la mi-décembre 2014, accalmie sur les marchés actions, pétrole proche des 70 dollars

